La Commune

Batasuna hors-la-loi

Pays Basque

C'est donc chose faite. La monarchie néofranquiste a osé interdire l'organisation indépendantiste basque Batasuna.

Deux procédures parallèles et convergentes sont en cours pour abattre cette organisation. Le 26 août dernier, le juge Baltazar Garzon a pris la décision judiciaire de " suspension temporaire des activités " de Batasuna.

Désormais, et pour une durée de cinq ans, cette organisation se voit confisquer tous ses sièges et locaux et interdire de toute activité : manifestations, conférences de presse, réunions...

Le PSOE soutient Aznar

Ce même 26 août, les Cortes (parlement) lancent la procédure qui, via la Cour suprême, aboutira à l'interdiction définitive de Batasuna, en application de la nouvelle " loi sur les partis " (cf. LC n° 21).

La procédure a été adoptée par plus de 80 % des députés.
De tels faits sont d'une gravité extrême. Pour la première fois depuis Franco, et fait sans précédent dans toute l'Europe, un parti politique dont l'assise sociale et électorale (près de 15 % de voix environ depuis trente ans) n'est plus à démontrer est mis hors-la-loi, interdit, pourchassé.

Une question se pose immédiatement : Aznar aurait-il pu arriver à ses fins par sa seule autorité et celle de son parti, le Parti populaire ? Certainement pas. Il suffit de voir quels sont les 80 % de députés qui composent cette union sacrée.

Qui a voté quoi ?

Ont voté comme un seul homme pour la procédure d'interdiction : le Parti populaire, la Coalition canarienne (partis néofranquistes d'Aznar) et... le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), frère ibérique de notre Parti socialiste et qui a gouverné l'Espagne pendant près de 15 ans.

Se sont abstenus : le BNG (parti autonomiste galicien), CiU (Convergence et Union, parti bourgeois à la tête du gouvernement autonome de Catalogne) et... Izquierda Unida (IU, parti post-stalinien reconstitué sur les ruines du Parti communiste espagnol et regroupant en son sein plusieurs formations de gauche). Des voix s'étaient pourtant élevées au sein de IU, comme celle d'un des dirigeants, Madrazo, pour que ses députés votent contre. Rien n'y a fait, la coalition IU, en s'abstenant, a laissé faire Aznar. Qui ne dit mot consent...

Il n'y a finalement rien d'étonnant à cette attitude des néo-staliniens new look de IU. N'ont-ils pas voté pour la déclaration du gouvernement Aznar, en juillet dernier, en appui à sa politique étrangère, en particulier sur le conflit de l'îlot Leïla-Persil avec le Maroc ?

Le vote contre du PNV

Ainsi, pour incroyable que cela paraisse, seul le Parti nationaliste basque (PNV) et Eusko Alkartasuna (EA, scission de ce dernier) ont voté contre, s'élevant seuls face au démantèlement de Batasuna. Bien sûr, nul ne s'y trompe. Le PNV, parti de la bourgeoisie basque, qui gouverne la région autonome, ne l'a pas fait par idéal démocratique. Il l'a fait eu égard à sa propre base sociale et électorale qui, au Pays basque, est radicalement contre ces mesures de l'Etat et qui, quels que soient ses sentiments sur la politique de Batasuna, sait que ce parti représente une part importante de la population et qu'on ne peut régler le conflit basque par la violence policière ni le déni de démocratie. Ne voulant donc pas se retrouver en contradiction avec sa base électorale, le PNV a voté contre. Ce qui ne l'empêche pas, faut-il le souligner, d'envoyer sa police, la Ertzaintza, déloger par la force les militants de Batasuna et fermer leurs locaux, appliquant avec zèle les décisions de Madrid.
Il reste que c'est donc bien avec l'appui ouvert ou implicite des organisations et partis de gauche que Batasuna, qui a 800 élus, en qui une partie significative de la population basque se reconnaît - dont l'écrasante majorité de sa jeunesse - est aujourd'hui interdit d'expression et d'existence.

A ce titre, ce n'est pas seulement un coup porté à la démocratie dans l'Etat espagnol, mais aussi dans toute l'Europe.

Le refus de plier devant la Constitution

Batasuna est attaquée prétendument parce qu'elle serait le " bras politique de l'ETA ". En réalité, Aznar veut la liquider car elle est, depuis sa création, la seule organisation qui, avec ses élus, refuse de faire acte d'allégeance à la constitution monarchiste, à l'image de ce qu'ont fait les peuples basque et catalan qui ont voté majoritairement contre la Constitution lors du référendum de 1977.

Le PSOE, comme IU, ont depuis longtemps capitulé et se sont fait les serviteurs zélés de la monarchie et du roitelet Juan Carlos qui, faut-il le rappeler, ont été mis en place par Franco lui-même.

Batasuna pour sa part a continué à se revendiquer de la lutte pour l'indépendance du Pays basque et ses élus ont toujours refusé

de prêter serment à la constitution néo-franquiste.

Voilà ce que l'on veut leur faire payer aujourd'hui.
A ce titre, il appartient aux démocrates et au mouvement ouvrier d'exiger la levée de l'interdiction de Batasuna.

Modifié le samedi 25 juin 2005

Voir aussi dans la catégorie Pays Basque

Une seule exigence : L'amnistie de tous les emprisonnés et exilés

Le Mouvement pour l'Amnistie mobilise pour le droit à l'amnistie pour l'ensemble de prisonniers et exilés politiques. La bataille pour l'amnistie est hautement politique, elle est partie... »

Pourquoi la gauche abertzale est en crise

La rupture de stratégie de Sortu et ETA avec l'acceptation de la formule de réinsertion individuelle imposée par l'État espagnol accentue les critiques faites à leur égard. ATA (Aministia ta... »

Le Mouvement pour l'Amnistie et contre la répression ...Et la compromission

Le mouvement abertzale 1 de gauche est divisé sur la question des prisonniers et exilés politiques. Le nouveau Mouvement pro- Amnistie et contre la Répression conteste la politique menée par la... »

Pays Basque : Des paramètres qui bougent (Tribune libre à EKAITZA)

Les élections générales viennent d’avoir lieu au Royaume d’Espagne avec des résultats inattendus. La surprise est venue ava tout de la Catalogne et du Pays Basque où Podemos est arrivé en... »

Quarante ans après l'exécution de Txiki et Otaegi(1), la répression continue

Les États français et espagnols n'ont de cesse de traquer les militants politiques basques, les arrestations se multiplient des deux côtés de la frontière. Les polices travaillent main dans la... »

Entre répression et alliances contre-nature

Les gouvernements successifs de l’État Espagnol ont maintenu une politique de répression envers les militants basques. Le gouvernement Rajoy ne fait pas exception. Nombre de militants sont... »